

# II. FRACTURES SOCIALES ET PROBLÉMATIQUE URBAINE EN SUISSE ET EN RÉGION RHÉNANE MÉRIDIONALE

(SOCIAL FRACTURES AND URBAN PROBLEMATICS  
IN SWITZERLAND AND SOUTHERN RHENAN REGION)

*Sous la direction de Rita SCHNEIDER-SLIWA \**

## Introduction (Rita Schneider-Sliwa \*)

La mondialisation des marchés conduit à une compétition et à une mutation renforcée des structures ainsi que de l'importance des villes et des systèmes urbains. Cette transformation contribue à accentuer les contrastes sociaux. Elle conduit souvent au façonnement, à échelle réduite, de modèles urbains de ségrégation socio-spatiale, faisant apparaître des «zones de domination et de luxe» («Zonen der Herrschaft und des Luxus»; voir Krätke S. 1995, «Stadt, Raum, Ökonomie – Einführung in aktuelle Problemfelder» *der Stadtökonomie und Wirtschaftsgeographie*, p. 163), ainsi que des aires résidentielles élitistes d'une part, des îlots de pauvreté et d'exclusion d'autre part. Les villes perdent de manière croissante leur importance en tant que moteurs d'intégration sociale et spatiale, notamment à travers la vie de quartier. Cette orientation suscite des sociétés parallèles, des «sociétés à base locale» («*Gesellschaften auf lokaler Basis*») et de «nouvelles localités à base sociale» («*neue Lokaltäten auf gesellschaftlicher Basis*»). Depuis les années 1980, nous observons que le nombre de pauvres augmente constamment dans les villes et que la concentration spatiale devient de plus en plus problématique dans certains quartiers urbains. Les couches défavorisées

\* Professeur à l'Université de Bâle, Directrice de l'Institut de Géographie, Directrice de la Revue «Geographica Helvetica».

(«*urban underclass*») s'amplifient aussi dans les nations industrielles occidentales; le nombre de personnes qui ne sont plus à même de faire face à leurs besoins existentiels et qui sont, par là même, tributaires d'aides publiques, augmente.

La Suisse, en tant que pays parmi les plus riches du monde, n'a pas été épargnée par cette évolution. Pauvreté et précarité, ainsi que les limites du système de sécurisation de la société sont à présent des thèmes centraux dans le domaine politique et médiatique. Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale et les coûts correspondants s'élèvent de façon vertigineuse (Office fédéral de la statistique suisse 2001 : «*Annuaire statistique*», p. 518). Les aides sociales de l'Etat, initialement conçues pour parer, à titre exceptionnel, aux situations de détresse, sont devenues le fondement de la gestion quotidienne des besoins de nombreuses familles et de foyers monoparentaux. Près de 11 % des Suisses sont pauvres, selon la statistique officielle. «*Trouble in paradise*» décrit la situation actuelle de la Suisse; des milieux officiels se penchent sur la situation de crise.

Les problèmes urbains sont davantage pris en considération dès lors que l'on pense déceler à travers leur étude les symptômes et causes des crises sociales, même si les développements urbains n'expliquent pas en soi le comportement social de l'homme ou le fonctionnement de la société (Atteslander & Schmidt 1974, p. 9). A cet effet, la séance de l'Association de Géographes Français, tenue à Paris en mai 2004, a été consacrée, sans prétention aucune à l'exhaustivité, à la présentation d'exemples urbains suisses et sud-rhéniens qui ont donné lieu à des investigations empiriques suffisamment approfondies pour faire ressortir les problèmes et symptômes que nous venons d'évoquer.

Nos préoccupations ont pour leitmotiv l'étude de l'augmentation des inégalités sociales et économiques dans les villes, de la crise des mécanismes qui régissent la sécurité de la société, du développement des zones d'exclusion et de l'accroissement du nombre de «perdants» sociaux, de même que des zones de luxe et des catégories «gagnantes» de la population.

Dans sa contribution inaugurale «Développement urbain socialement durable», Jean Racine montre, en s'appuyant sur l'exemple de l'agglomération de Lausanne, comment il est possible d'évoluer vers une économie solidaire par des «tiers secteurs».

Doris Wastl-Walter, dans son exposé consacré au «droit de la ville— espaces de participation, espaces de résistance», analyse des besoins sociaux constitutifs de la société urbaine, tels que l'appropriation de l'espace, l'intégration sociale et la participation. Dans une approche théorique, elle pose la question de savoir comment les habitants des centres urbains sont à même de s'approprier les espaces publics et comment ils peuvent participer aux décisions d'aménagement urbain ou à celles relatives à leur espace résidentiel immédiat.

Suzanne Eder, en étudiant les «Nouveaux groupes sociétaux et (leur) répartition résidentielle», fait ressortir à l'échelle urbaine et sur la base de statistiques

officielles, la mutation des structures sociales par suite du passage de la société de classes à celle du style de vie. Elle tente de faire ressortir l'apparition de nouveaux modèles de société à partir de nouveaux modèles résidentiels.

Regula Egli, qui a intitulé son intervention «les points chauds sociaux», traite les imposantes disparités existant sur le territoire suisse, dans un Etat qui compte pourtant parmi les plus riches du globe, mais qui se situe en position de pointe en ce qui concerne les différences en matière de revenus. Le contraste entre les «espaces gagnants» et les «espaces perdants» se manifeste toujours davantage, d'autant plus que la coïncidence s'accroît dans la concentration de problèmes sociaux, tels que la pauvreté, l'immigration, le commerce semi-illégal du sexe et les éléments de décomposition spatiale à l'intérieur d'un même quartier résidentiel.

Avec Bia Sahli, nous nous fondons sur l'exemple de la ZUP de Strasbourg-Hautepierre, caractérisée par une situation sociale très tendue. Celle-ci résulte de l'évolution d'un quartier urbain de «perdants» vers un point chaud de l'ensemble de l'agglomération, devenu à maint égard une zone d'exclusion et de risques. L'approche proposée tente de comprendre les statistiques qui révèlent les processus d'exclusion économique, ethnique et liés à l'âge, ainsi que l'abaissement de la jeunesse et de la population du ghetto, dont les espoirs sont ébranlés.

Jörg Wendel observe également la structure duale de la ville de Strasbourg à partir de l'évolution des emplois. L'interprétation de celle-ci permet de constater que le marché du travail n'offre que peu de perspectives d'intégration sociale durable à quelques segments de la population.

Le tourisme, en dépit de son aspect de branche économique moderne, n'exerce pas moins une action sociale discriminatoire. Il est susceptible de structurer la société en deux classes contrastées. C'est ce que Bertrand Lévy illustre à l'aide de l'exemple genevois.

Francisco Klauser s'appuie également sur le cas genevois pour montrer comment l'administration publique et les instances économiques interviennent par la vidéosurveillance pour éviter le développement de tendances sociales pathologiques et pour protéger des espaces menacés ou empêcher la constitution d'«espaces criminels».

André Odermatt clôt cette série d'exposés par une réflexion sur le rôle de l'Etat dans les échecs urbains et la ségrégation socio-spatiale. Pour lui, la cause principale réside dans le fait que les rapports entre les responsabilités financières des noyaux urbains, dont la base fiscale se dilue, et le gouvernement national, qui ne compense pas suffisamment les services d'ordre national rendus par les villes, sont déséquilibrés et inaptes à faire face aux besoins croissants de celles-ci. Les problèmes urbains suisses sont ainsi marqués par une exigence proprement nationale, selon laquelle l'Etat devrait assumer un rôle plus important en matière de politique nationale urbaine.